Paroles à l'air

Le Journal des patati patata, des ci des ça et des débats !

N°2 – Décembre 2015

Pour l'UNESCO
Fédération Française

EDITORIAL

Prendre la parole

Prendre la parole : voilà ce que propose notre journal ; **prendre la parole envers et contre tout, malgré tout, même si nous avons le sentiment de ne pas pouvoir ou savoir le faire.** Notre particularité, à nous les êtres humains, réside dans cette **capacité inouïe de donner corps à nos pensées, nos sentiments, nos ressentis** à l'aide de sons habilement agencés. Cela ne nous rend pas supérieurs aux autres êtres vivants, certes non ; cela nous rend par contre responsables de nos actes et l'acte de parole est sans aucun doute l'un des plus puissants. Il peut dire la haine, c'est vrai, mais nous, **nous choisissons de converser, d'échanger, de raconter pour mieux nous faire comprendre, pour mieux comprendre l'autre.** Les assassinats perpétrés à Paris et ailleurs – il y en a tant – nous ont laissés et nous laissent d'abord sans voix mais la sidération dans laquelle nous nous trouvons ne doit pas nous réduire au silence. Elle doit au contraire nous inviter à **prononcer plus fort encore les mots qui apaisent, qui réconfortent**, qui disent *Le chemin de l'espérance* (1) comme nous proposent de le faire Stéphane Hessel et Edgar Morin dans cette parole qu'ils ont choisi de mettre en commun.

2015 s'achève bientôt. Cette année tragique ne nous a pas démobilisés, tout au contraire. **Dans notre Fédération, toutes les énergies se sont déployées et continueront de le faire pour porter haut notre société dans un élan fraternel.** Ce ne sont pas des paroles en l'air, vos témoignages le clament. En 2016, la FFPU fêtera ses soixante ans, soixante ans dédiés à tracer des voies pour que chacune et chacun, côte à côte, ici et bien au-delà de notre pays puissent prendre son destin en main, dignement. Gageons que les années qui viennent confirmeront cet engagement.

Dominique MELHAOUI
Secrétaire Générale et Rédactrice en Chef

(1) *Le chemin de l'espérance*, Stéphane Hessel et Edgar Morin, édition Fayard, 2011

De la COP 21 au concret

Grand bassin et Port du Canal du Midi en danger

Castelnaudary (11)

Il y a maintenant un mois de cela, la partie du canal du midi entre l'écluse de St Roch et celle de La Planque a été vidée de son eau, afin que soient réalisés des travaux sur les quais. **Cet assèchement fit alors apparaitre nombre de détritus en tout genre.** Après renseignements pris auprès des autorités compétentes, à savoir les Voies navigables de France, **aucun "curage" ou nettoyage complet n'était prévu** avant la remise en eau fin décembre. J'ai contacté divers associations, le Ministère de l'Ecologie et la presse locale, qui a effectivement publié un article (voir l'*Indépendant* et le *Midi Libre* du Mercredi 9 décembre), mais à ce jour, et bien qu'un nettoyage succinct ait été pratiqué, il reste encore bon nombre de déchets polluants. Sans compter que la semaine dernière nous avons retrouvé des centaines de poissons morts près d'une nappe d'eau "douteuse" aux abords de la Capitainerie, présageant d'un flux d'eau contaminée émanant des écoulements urbains directement dans le Canal (contacter Odile, la capitaine, qui vous le confirmera au besoin).

Il est regrettable de voir ainsi notre beau monument, classé, et bénéficiant du pavillon bleu, être malmené de la sorte. Je me sens bien seule face au poids des administrations.

Emmanuelle DEVAUX, Castelnaudary,
06 87 23 62 55 / emma.devaux@sfr.fr

COP 21 : Quel bilan ?

La 21e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (dont nous vous parlons dans l'onglet « Climat » des Chemins de la Citoyenneté sur http://ffpunesco.org) s'est achevée vendredi 11 décembre 2015. **Si l'accord de Paris qui en a débouché fut unanimement salué par la communauté internationale, qu'en est-il réellement de ces dispositions que 196 États se sont proposés de respecter dans un tel texte ?** Plus largement, quel bilan pouvons-nous tirer de cette COP21 ?

➢ Un accord historique

Ce texte représente en effet une avancée historique dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les parties s'engagent via cet accord à **limiter la hausse des températures en dessous de 2°C**. Plus encore, l'accord vise, à terme, un objectif de 1,5°C ; en effet, il incite à « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5° au-dessus des niveaux préindustriels ».

Par ailleurs, **ce texte rappelle que les efforts ne seront pas les mêmes pour tous** : c'est le principe des « responsabilités communes mais différenciées » du réchauffement climatique qui s'applique là. **Les efforts sont ainsi différenciés selon la richesse du pays, les pays en voie de développement ne pouvant naturellement pas contribuer à hauteur des pays développés.** Il s'agissait d'un vœu cher aux pays en voie de développement, qui fut finalement exaucé. 100 milliards de dollars seront également consacrés chaque année à partir de 2020 afin de financer des projets permettant aux pays de s'adapter aux changements climatiques (montée des eaux menaçant les États insulaires, sécheresses). **Des obligations de résultats sont enfin mentionnées dans le texte, ce qui permet de concrétiser les objectifs de cet accord.**

➢ Un accord incomplet… non contraignant.

Afin de contourner les difficultés qui se sont faites jour après l'accord de Kyoto de 1997 (entré en vigueur en 2005) qui prévoyait un mécanisme de sanction, l'accord de Paris en est dispensé. Dès lors, **chaque partie censée normalement signer l'accord qui souhaite se rétracter, peut le faire. Ce que regrettent bon nombre d'associations œuvrant pour le climat, déplorant un manque d'ambition** de la part de la communauté internationale.

Deuxièmement, un tel texte pour entrer en vigueur devra avoir fait l'objet d'une ratification par au moins 55 pays qui représenteraient au moins 55% des émissions mondiales. Il s'agit d'une condition *sine qua none* pour que l'accord de Paris prenne effet, en 2020.

Enfin, il s'agit là d'un texte qui pose les bases des comportements à adopter pour chaque État afin de limiter la hausse des températures. Mais ce texte en appelle bien évidemment d'autres puisque 29 articles sont bien trop peu pour opérer un changement durable. **Cependant, il s'agit là d'un début prometteur, pour peu que s'imprime dans la conscience collective la nécessité d'une telle lutte contre le réchauffement climatique, avec tous les enjeux qui en découlent.**

Romain JUSTE

Cultivons nos différences : à vos crayons !

L'association GreenBees (club UNESCO) a pour but de **promouvoir la diversité culturelle dans diverses parties du monde**. La reconnaissance de la diversité culturelle est propice au dialogue entre les civilisations et les cultures, au respect et à la compréhension mutuelle.

D'un montant de 1000 à 2000 Euros, la bourse GreenBees « Cultivons nos différences » est destinée à soutenir des projets de promotion de la diversité culturelle. Ces projets inciteront aux changements de comportements et à une mobilisation pour favoriser les échanges culturels, le dialogue interculturel et la compréhension de l'autre.

Le planning pour la prochaine bourse GreenBees :

- 1er novembre 2015 : ouverture de la bourse.
- 31 janvier 2016 : date limite pour l'envoi des candidatures.
- 1er mars 2016 : annonce des lauréats.

Tous les critères d'éligibilité et les informations nécessaires pour déposer votre candidature sont disponibles sur le site www.greenbees.fr. N'hésitez pas à nous envoyer un email à greenbees@free.fr pour toute demande de renseignement supplémentaire !

SIT-IN de sensibilisation à la vie politique

Profondément choquée par le fort taux d'abstention du premier tour des élections régionales, Juliette, élève de Terminale, très active au sein du Club UNESCO et du Conseil de la Vie Lycéenne du Lycée Bertrand d'Argentré de Vitré (Ille et Vilaine), en coopération avec d'autres camarades, a rédigé ce texte pour interpeller l'ensemble des 1400 élèves de l'établissement sur l'importance de s'intéresser à la vie de la cité et de prendre sa part de contribution citoyenne à travers l'acte de voter. ***Plus de huit cent élèves ont participé au Sit In.*** *Au-delà de notre lycée, et de notre Club UNESCO, nous souhaitons partager ce texte et cette expérience, avec vous, avec TOUS, afin de contribuer, à notre modeste échelle, en ces temps assombris, à la mobilisation de l'Ecole pour défendre les valeurs de la République.*

Ardiouma SIRIMA, Co-animateur du Club UNESCO du Lycée Bertrand d'Argentré de Vitré (Bretagne).

Vitré, le jeudi 10 décembre 2015

Avant de commencer, sachez que nous ne sommes pas là pour dénigrer ou valoriser un parti. Nous voulons et nous essaierons de ne pas faire de politique car il appartient à chacun de nous de faire un choix, celui-ci doit être personnel et ne nécessite pas d'être révélé au public. Nous voulons seulement nous faire entendre parce que nous, mineurs, n'avons pas pu le faire par le vote.

Cette mobilisation a pour but de vous sensibiliser à l'importance du vote et de montrer que nous, représentants de la jeunesse, pouvons jouer un rôle dans l'avenir de notre pays, même si le droit de vote ne nous est pas encore accordé.

Notre second but est de vous inviter, aujourd'hui ou plus tard, à faire entendre votre opinion dans les bureaux de vote en ayant en tête les idées principales de notre discours.

Comme vous avez pu le remarquer ou non sur nos affiches, nous allons parler des résultats des dernières élections régionales. Cependant, nous n'allons pas nous intéresser aux chiffres des partis politiques mais plutôt au nombre impressionnant, et révoltant, d'abstentions. Je ne sais pas si vous en avez entendu parler mais ce dimanche, la France n'a voté qu'à moitié. J'entends par cela que seulement 50 % des Français en âge de voter se sont exprimés. Certains diront que « ce ne sont que les élections régionales ». Cependant l'État fait appel au peuple pour élire les représentants de leur région. Ceux-ci doivent donc être en accord avec l'opinion générale de ceux qu'ils représentent, d'où la nécessité du vote.

Comme vous le savez, le vote est un symbole d'égalité et de liberté au sein de notre République. Ce n'est pas seulement un droit, mais un devoir moral, que tout citoyen se doit de remplir. Les hommes et les femmes ont longtemps combattu pour le droit de vote en France, celui-ci n'ayant été décroché qu'en 1848 pour les hommes et en 1944 pour les femmes, après de durs combats. Nous avons souvent l'impression qu'aller voter ne changera pas la face du monde ; que celui-ci ne se transformera pas en un lieu de paix et d'égalité simplement par la force de nos scrutins. Mais c'est en participant au système que l'on en fait réellement partie, c'est en participant au système et non en allant en sens inverse que nous parviendrons à l'améliorer.

A cause de cette abstention de plus en plus importante, les votes comptabilisés ne sont pas nécessairement représentatifs de l'opinion de la population française dans sa globalité. Ces votes ne concernent qu'une minorité et ne prennent pas en compte l'avis de chacun. Comme nous l'avons déjà dit, l'importance du vote vaut pour quelque élection que ce soit. De plus, vous pouvez avoir l'impression, et c'est un droit, que voter pour l'un ou l'autre des partis, qu'il soit de gauche ou de droite, ne changera pas réellement la situation et ne parviendra pas, à terme, à faire remonter la France. Mais vous devez garder à l'esprit que les changements ne se feront pas tous seuls, qu'il faut élire le parti qui vous paraît le plus juste afin de faire remonter notre pays.

Nous pouvons ne pas être d'accord avec l'ensemble des idées d'un parti, nous vous l'accordons. Les questions de société abordées par les partis dans leur programme sont trop variées et complexes pour obtenir notre pleine approbation. Cependant, nous pouvons nous retrouver dans certaines de leurs idées, selon notre opinion, et ainsi les juger les uns par rapport aux autres. Alors seulement nous pouvons élire celui qui nous semble le plus légitime, le plus juste, à nos yeux. Cela nécessite, auparavant, un effort de recherche et d'information afin de considérer les partis avec justesse. Par cela, nous entendons le fait que s'informer aide à la bonne compréhension de chacune des idéologies politiques des partis qui se présentent.

Il existe un danger dans le fait de sauter cette étape. C'est celui de juger un parti uniquement par sa couverture médiatique. Par exemple, un parti qui se fera entendre dans la presse et qui créera la polémique n'est pas nécessairement le plus louable. En effet, certains partis cherchent à faire entendre leur voix par la médiatisation. De plus, ces partis ont pour but d'utiliser le climat d'insécurité ambiant pour vendre leurs idées et ainsi manipuler l'opinion publique. Cette récupération politique ne se base pas sur des faits réels mais se sert du sentiment de peur et d'anxiété qu'éprouvent les Français actuellement. D'un autre côté, les médias couvrent ces événements dans le seul but de vendre eux aussi leur produit, en donnant une orientation politique à leurs articles. Cette orientation politique que donnent les journaux peuvent déformer la réalité et ainsi influencer le lecteur à voter pour l'un ou l'autre des partis.

Si vous ne deviez retenir que deux choses de cette mobilisation, c'est : **D'abord**, que voter peut faire changer les choses à condition que ce soit fait avec prudence et sagesse, **Ensuite**, que même si vous n'avez pas encore l'âge de voter, vous êtes capable d'influencer votre entourage pour qu'il le fasse.

Pour finir, nous nous adressons à vous, élèves de Terminales. Vous aurez probablement l'âge requis pour voter aux présidentielles de 2017. Nous comptons donc sur vous pour aller exprimer votre point de vue et ainsi montrer que la jeunesse défend encore les valeurs profondes de la République !

Initiative et Texte de :
Juliette CURMER, Chloé LOTH, Matthieu PANNETIER et Marine TROADEC

Un échange entre rire et émotions : Rencontre avec des Massai de Navaisha

Club UNESCO de Lurçat, Perpignan

Il y a 3 ans nous avons créé, au lycée Jean Lurçat, sous l'égide de notre proviseur Monsieur FONTES et le président de la FFPU, Monsieur Yves LOPEZ, un club scolaire UNESCO. Depuis, nous avons un échange avec l'association de Monsieur PUMAREDA qui vient en aide aux Massai de Navaisha. En ce début de rentrée nous avons eu la visite de James, Lydia et Hemedy, originaire des Highlands et d'un petit village près de Navaisha, dans le nord-ouest du Kenya.

Cette année le club est incarné par une classe de seconde option sanitaire et sociale. Ces lycéens ayant déjà un projet professionnel tourné vers les autres ont été très intéressés par l'idée d'actions solidaires loin de leurs habitudes quotidiennes.

La rencontre entre ces 3 Massai et le club a été très animée. **Beaucoup de rires et d'émotions ont été échangés.** James, Lydia et Hemedy nous ont raconté leur mode de vie ancestrale, leur tradition de bigamie, le rôle de la femme, la circoncision des jeunes garçons... à 18 ans !

Les débats se faisaient en anglais et en français avec une interprète, ancienne professeure d'anglais au lycée Arago. **Chacun a parlé avec son cœur, nous avons été très à l'aise ; une retrouvaille de vieux amis alors que nous ne nous étions jamais vus !**

Lydia et Hemedy ont expliqué au Club UNESCO Lurçat, le drame humain qu'ils sont en train de vivre, le drame des déplacements forcés de population. Certains villages ont été brulés et les terres réquisitionnées par le gouvernement kikuyu afin d'exploiter le sous-sol pour l'énergie géothermique. Les Massai sont installés sur ces terres depuis des siècles mais sans aucun titre de propriété. Ils ont été relogés par le gouvernement mais leur mode traditionnel de vie nomade a été entièrement remis en question, à cela s'ajoute que la vente artisanale par les femmes de bijoux et vêtements près des grandes réserves naturelles sont plus difficiles car désormais trop lointaines. Lydia nous a raconté sa nouvelle maison, l'électricité, mais sa tristesse et ses regrets à ne plus vivre en communauté.

Au printemps, le club UNESCO recevra une exposition photo actuellement à Canet les maures, puis Marseille, au sujet de ces déplacements de population. Nous avons également mis en place une collecte d'argent en vue d'acheter du matériel médical pour le dispensaire construit prochainement par l'association de Mr PUMAREDA, notre partenaire associatif pour Naivasha.

Ils nous ont rejoints !

- **Musique Espérance du Pays de l'Omois - MEPO** – Château-Thierry (02)
- **Collège des 7 îles** – Perros-Guirec (22)
- **Gudule et Galipette** – Toulouse (31)
- **Lycée Jean-Pierre Vernant** – Pins Justaret (31)
- **Collège Olympique** – Grenoble (38)
- **Groupement des Intellectuels Aveugles ou Amblyopes - GIAA** – Paris (75)
- **Lycée Louis de Broglie** – Marly-le-Roi L'Etang-la-Ville (78)
- **Taoumé** – Bandol (83)
- **Chemins d'enfance** – Sceaux (92)
- **Sections Internationales de Sèvres - SIS** – Sèvres (92)
- **Ecoute mes histoires** – Drancy (93)

Pour l'UNESCO
Fédération Française

Lutte contre l'homophobie : Zoom sur l'association Le Refuge

En France, **trop de jeunes LGBT* sont encore rejetés par leur famille ou leur entourage, du simple fait de leur orientation sexuelle** ou des questions que ces jeunes se posent sur leur identité de genre. **Un rejet qui peut se traduire par des humiliations répétées, des violences verbales et physiques** – parfois même des menaces de mort à peine déguisées –, et qui peut aboutir à l'exclusion du domicile parental : la plupart du temps, les parents mettent leur enfant à la porte, mais parfois, c'est le jeune préfère s'enfuir. Or les structures sociales d'hébergement non spécifiques étant bien souvent des lieux où, malheureusement, se reconduit la violence LGBTphobe, beaucoup de ces jeunes préfèrent vivre dans la rue. C'est pour lutter contre cette sinistre réalité que le Refuge a été créé en 2003.

Après des débuts modestes, l'association, à présent conventionnée par l'État, compte plus de 3 500 adhérents (le Refuge est financé à 70 % par ses donateurs) et est implantée dans plusieurs villes (Montpellier, Paris, Marseille, Lyon, Saint-Denis de La Réunion, Lille, Bordeaux, Strasbourg, Avignon, Bastia, Perpignan, Besançon, Rennes et Nice). Une couverture géographique qui ne fait d'ailleurs que s'accroître compte tenu des demandes importantes dans toute la France : en 2014, ce sont plus de 1 800 jeunes qui ont contacté l'association via la ligne d'urgence accessible 24 h / 24 ; 237 ont été hébergés en appartements-relais ou dans des hôtels partenaires.

Outre une solution d'hébergement proposée à ceux de ces jeunes dont la situation est jugée critique, l'association propose à tous, hébergés ou simplement suivis, une prise en charge pluridisciplinaire qui vise à leur permettre d'acquérir progressivement une vie autonome. Ainsi, dès leur arrivée au Refuge, les jeunes, souvent en rupture de couverture médicale, consultent un médecin référent et une psychologue vacataire. Puis ils bénéficient rapidement d'un accompagnement avec les travailleurs sociaux du Refuge, en liaison avec les services sociaux locaux et départementaux. L'objectif est de les aider à trouver un emploi ou une formation, ainsi qu'une solution d'hébergement pérenne (logement autonome, colocation, logement social). Mais **le Refuge les aide également à restaurer leur image et leur capacité à nouer des liens de confiance, au moyen d'activités socialisantes et éducatives.** Car du fait des nombreuses années de rejet, beaucoup ont en effet intériorisé l'homophobie ou la transphobie dont ils ont été les victimes. Et il leur faut parfois du temps pour comprendre que leurs attirances ou leur transidentité ne sont ni immorales, ni anormales. Une réconciliation compliquée avec eux-mêmes, pour ces jeunes qui ont souvent grandi dans un milieu faisant la part belle aux difficultés sociales, à l'isolement honteux ou aux rigides prescriptions religieuses. Pour les aider, les acteurs du Refuge ont au préalable suivi une formation spécifique. La structure compte 300 bénévoles, 15 salariés et une vingtaine de volontaires du service civique. Le Refuge veille à la constante professionnalisation de ses intervenants pour toujours améliorer la prise en charge des jeunes.

La lutte contre l'homophobie ne peut faire l'économie ni de l'éducation ni de la formation. Aussi le Refuge – qui a obtenu l'agrément national d'intervention en milieu scolaire (IMS) – propose aux classes qui l'accueillent de développer une réflexion sur l'homosexualité et l'homophobie, en déconstruisant les idées reçues. Des interventions sont également menées, à présent, en milieu carcéral. Enfin, le Refuge participe à de nombreuses conférences, tables-rondes, et intervient dans des formations afin de sensibiliser le grand public, ainsi que les acteurs des secteurs social et juridique, aux spécificités psychologiques et sociales des jeunes LGBT.

En dépit des progrès, de nombreux efforts juridiques et éducatifs sont encore à faire pour que les LGBT jouissent de droits égaux, y compris dans leur propre famille. Et si la situation est difficile dans les pays aux législations favorables, elle s'avère dramatique dans ceux où ils sont discriminés… En 2015, 77 États pénalisent les LGBT et, dans 11 États, l'homosexualité est passible de la peine de mort, ce qui conduit nombre de LGBT – ceux qui le peuvent – à fuir leur pays. Les hommes principalement, car les femmes, parfois mariées contre leur gré, ne veulent pas abandonner leurs enfants ou redoutent légitimement les dangers innombrables des routes de l'exil. Or, arrivés au terme de leur voyage, les migrants LGBT sont souvent dans une situation analogue à celle des jeunes LGBT français hébergés dans des structures d'hébergement non spécifiques : le cycle de l'homophobie reprend, et ils sont condamnés à mentir sur les causes de leur départ du pays ou à quitter leur groupe culturel qui les accueille en France. De fait, le Refuge collabore également avec plusieurs associations de soutien aux migrants et demandeurs d'asile LGBT, en proposant parfois des hébergements.

Jonathan HUDE-DUFOSSE, Chargé du développement de l'association Le Refuge
Contact : j.hude-dufosse@le-refuge.org / 09 54 92 60 66 / www.le-refuge.org

* LGBT : Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transgenres

Club UNESCO Terre Bleue :
des projets pour une meilleure scolarisation au Mali

Le Club UNESCO TERRE BLEUE œuvre dans le domaine de la solidarité internationale pour le développement, depuis près de 15 ans, dans des partenariats Nord-Sud en faveur des enfants et des jeunes du Mali, à travers des projets et actions d'aide à l'éducation et à la santé.

1- **"Scolarisation des filles de fin d'études primaires de 10 écoles de 1er cycle de la circonscription de l'enseignement fondamental de Yélimané, région de Kayes" à l'ouest du Mali**

Ce projet constitue u**ne action innovante pour encourager d'une manière générale la scolarisation des filles et en particulier leur maintien à l'école le plus longtemps possible.** Au Mali le taux d'achèvement de l'école primaire n'est que de 54% pour les garçons et de 44,8% pour les filles. Dans le cercle de Yélimané le constat est encore plus accentué : la scolarisation des enfants, surtout celle des filles a de tous temps été un problème depuis la sécheresse de 1972, car les populations n'aspirent qu'à émigrer, aussi les enfants prédisposés à partir un jour sont peu scolarisés.

Seulement 29% des effectifs dans les 10 écoles ciblées sont des filles. Dans la mentalité des populations de cette zone, la petite fille doit apprendre à s'occuper des travaux domestiques afin d'être préparée à son rôle de ménagère, de femme au foyer. Malgré les efforts de l'État malien, le taux de scolarisation et de réussite des filles sur le plan local reste faible et celui de la déperdition scolaire augmente. Plus précisément, ce projet a pour finalité de contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques de 184 filles de 5ème année des enfants de 11 ans environ, de 10 classes de villages de la circonscription de Yélimané.

Partenariat entre : TERRE BLEUE et AMSCID de Bamako (Association malienne de Solidarité pour la Coopération Internationale et le Développement)

2- **"Gosse à Gossi" pour l'aide au retour des enfants du Nord-Mali déplacés et réfugiés, originaires de la ville de Gossi**

Ces enfants à l'enfance volée à cause de la guerre et des exactions commises par les terroristes-djihadistes commencent à retourner dans leur ville d'origine. Ce projet cherche à **rétablir leur dignité et leurs droits d'enfant** dans leur milieu de vie naturelle. Il vise à installer symboliquement "un camp des retournés" qui sera en réalité un espace récréatif pour les enfants touchés par la crise dans la ville de Gossi. Cet espace devra également proposer une formation en technique d'animation pour des enseignants dans les trois écoles fondamentales de la localité. **Fuyant la violence, ces enfants ont été obligés de quitter leurs maisons, leurs écoles et leur cadre de vie. Il s'agit de leur permettre de se réapproprier leur ville, leur cité, à travers des activités ludiques et artistiques.**

Partenariat entre : TERRE BLEUE et GROUPE WALAHA de Bamako

3- **aide au village à améliorer les conditions de scolarité et de loisirs des enfants (bibliothèque, matériel scolaire…)**

Partenariat entre : TERRE BLEUE et ASSOCIATION LUMIÈRE du village de DIO-GARE

4- ***"La Maison des Parents de Bamako pour les familles des enfants atteints du cancer et hospitalisés",* initié par Terre Bleue en 2010, approuvé par le Gouvernement du Mali, financé par la Fondation Lalla Salma du Maroc, mais qui est toujours en attente du fait des événements…**

Partenariat entre : TERRE BLEUE et Oncologie pédiatrique de l'Hôpital Gabriel Touré de Bamako

Ghislaine DITCHEV-COMPEYRON, Présidente de Terre Bleue UNESCO

Contact : TERRE BLEUE UNESCO / terre.bleue@clubs-unesco.org / www.terrebleue-clubunesco.fr

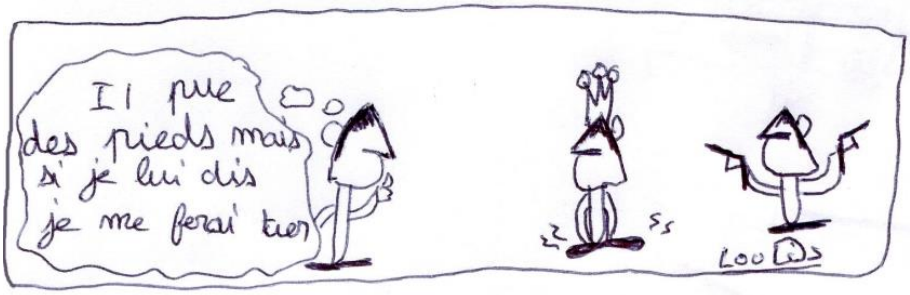
A VENIR :

CONCOURS – les chemins de la liberté d'expression

Le 4 mai 2016

Lauréat 14/15 catégorie dessin :
Yves Guilbaud – Collège Les Clorisseaux – Poilly-lez-Gien (45)

Suite au succès de notre 1ère édition des « Chemins de la liberté d'expression », nous lançons cette année une 2e édition !
Dans vos journaux, dans vos clubs, dans vos classes, dans votre établissement, vous avez écrit des articles de presse, dessiné, réalisé des photomontages, produit des récits, réalisé des mini-reportages sur le rôle des journalistes, sur la liberté des médias et plus généralement sur la liberté d'expression, droit humain fondamental. **Envoyez-nous vos productions !**



Lauréat 14/15 catégorie dessin : Louis, Collège Les Clauzades (Lavaur - 81)

Avec l'Université Paris Diderot (Paris VII)

Une situation, un mot ou un événement affectent notre société et vous révoltent ? A l'occasion du **concours « Les Chemins de la Liberté d'expression »** et dans le cadre d'un **projet autour du thème des Droits de l'Homme, mis en place par 3 étudiantes** du Master Politiques Culturelles de Paris VII, nous lançons un **appel à création sur la notion de Révolte**.

Envoyez-nous vos productions avant le 31 mars 2016 : 173, rue de Charenton, 75012 PARIS ou contact@ffpunesco.org.

A l'issue de ce concours, les productions retenues seront mises en avant à l'occasion d'une journée dédiée au projet et seront également diffusées sur différents supports (journal, site, guide…). **Transformez votre révolte en un poème, un chant, une danse, une photographie... Soyez créatifs !**

JOURNEE DE LA LIBERTE DE LA PRESSE ET DE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Le principe : Recueilir des expressions et les valoriser

Les dates :

(modalités détaillées sur notre site)

31 mars 2016 : date limite de candidature
4 avril 2016 : Jury de sélection des prix
4 mai 2016 : Remise des prix

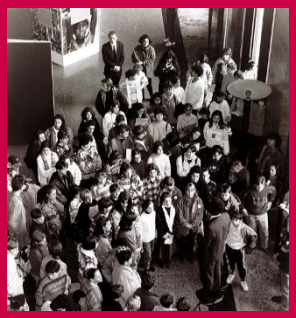
Rappel : La Fédération fête ses 60 ans !

22 janvier 2016 : conférence de presse pour lancer l'année des 60 ans de la Fédération.

Autour du 10 décembre 2016 : grand rassemblement de tous les clubs !

Que faisons-nous entre ces deux dates ? **Nous devons faire preuve d'imagination et alimenter régulièrement nos archives.**
Aidez-nous donc à :

- **rechercher** dans les archives de votre club ce qui vous semble pertinent de faire partager (exposition, articles de presse...);
- **retrouver** d'anciens animateurs de clubs et les interroger;
- **retrouver** des jeunes qui ont participé à la vie d'un club et leur demander si leur engagement au sein d'un club a eu des répercussions sur leur choix professionnel ou autres;
- **regrouper** l'historique et les actions de votre club (photos, vidéos…)



Tous ces éléments devront être remontés au siège de la FFPU **le plus vite possible !**
(173, rue de Charenton, 75012 PARIS ou contact@ffpunesco.org)

Partons tous à la recherche du passé de la FFPU pour montrer tout au long de l'année 2016 la richesse de la Fédération dans ses actions et ses engagements !

L'ONU ne peut être vassalisée !
La FFPU dénonce !

Dans le Préambule de la Charte des Nations Unies, « Nous, peuples des Nations Unies » affirmons notre résolution : « à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites »

Depuis soixante ans, depuis que nos aînés ont créé notre Fédération, nous n'avons cessé de militer pour promouvoir cette volonté humaniste. Lucide quant aux difficultés de l'ONU pour mettre en œuvre cette magnifique ambition, nous n'avons jamais cessé de souligner la nécessité de soutenir l'action de l'Organisation et, plus particulièrement celle de l'UNESCO qui, à travers sciences, culture et éducation, œuvre à la réalisation de cette vision humaniste du monde.

En ce monde où les violences, les guerres, les injustices et les inégalités progressent et se multiplient, qu'en serait-il si l'ONU, en dépit de toutes ses limitations, venait à manquer ?

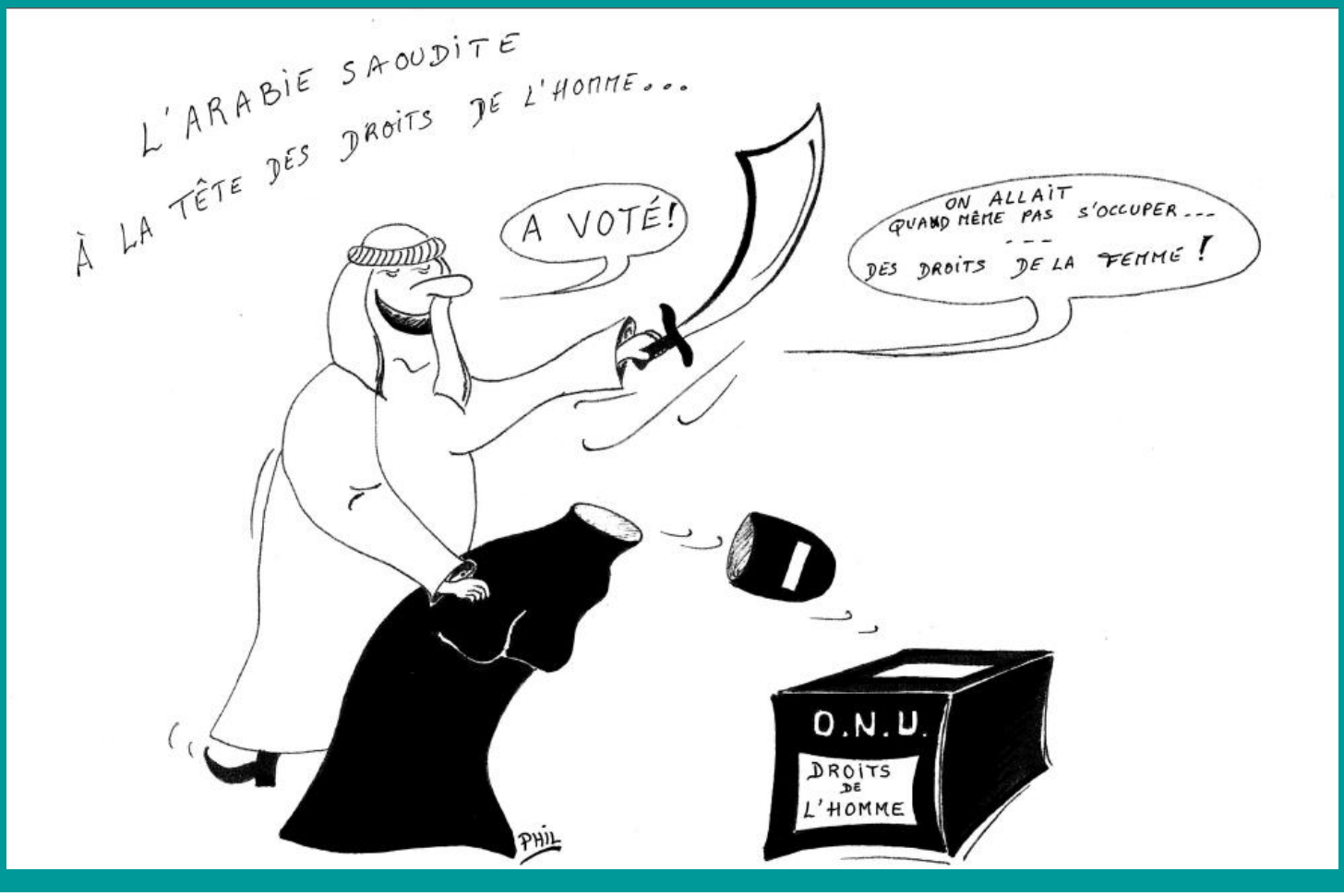
Aussi continuerons-nous à affirmer cette conviction qu'il faut, à l'échelle du monde, une transcendance supranationale capable de s'imposer par-dessus les intérêts particuliers et égoïstes des Etats. L'ONU, seule, porte cette transcendance.

Aussi l'ONU doit-elle être défendue, y compris contre elle-même, quand elle cède à la lâcheté, à la complaisance et qu'elle se plie, en vile courtisane, aux désirs d'une puissance, l'Arabie Saoudite, convaincue qu'une dignité, sur la scène internationale, puisse s'acheter avec quelques milliards de pétrodollars.

A l'aube du 21e siècle, les princes du pétrole décapitent et crucifient, comme aux heures les plus barbares de l'humanité, au seul prétexte qu'un jeune homme se serait montré critique à l'égard du monarque absolu. Et voici que l'ONU, amnésique aux résolutions des peuples des nations unies, tournant le dos au devoir impérieux de défendre les droits de l'homme, dont le respect de la vie humaine est le plus sacré, confie la présidence du Groupe consultatif de son Conseil des Droits de l'homme à l'Arabie Saoudite !

Cela est indigne et nous nous indignons en conséquence, et, au nom de notre attachement à l'Organisation internationale, nous dénonçons cette lâcheté, cette honteuse complaisance qui agenouille les idéaux les plus nobles aux pieds de l'argent roi, aussi brutal et inhumain soit son règne.

Yves LOPEZ, Président de la FFPU



Conception : Lola AGUILANIU, Elise COLIN-MADAN, Dominique MELHAOUI / Crédits photographiques : © FFPU, Emmanuelle DEVAUX, Phil, Terre Bleue UNESCO / Rédaction : Lola AGUILANIU, Elise COLIN-MADAN, Emmanuelle DEVAUX, Ghislaine DITCHEV-COMPEYRON, Jonathan HUDE-DUFOSSE, Romain JUSTE, Yves LOPEZ, Dominique MELHAOUI, Ardiouma SIRIMA, Claude VIELIX, lycée Jean Lurçat, Lycée Bertrand d'Argentré / Directeur de la Publication : Yves LOPEZ / Rédactrice en Chef : Dominique MELHAOUI